



**La force de tous  
les agents de la DGFiP**

**Solitaires Finances  
Publiques.**

**section des  
Pyrénées – Atlantiques.**

Le 28 janvier 2020,

Madame la Présidente,

Ce CHS-CT se tient dans un contexte tendu, sans aucune information sur le devenir des services et des agents de notre Direction.

L'objectif du gouvernement pour la DGFiP étant d'externaliser, privatiser, abandonner les missions et supprimer les emplois, notre administration est en voie d'implosion.

La rigueur budgétaire, le nouveau management public, la baisse des moyens et une nouvelle augmentation de la charge de travail font subir aux agents des Finances une dégradation continue et préoccupante de leurs conditions de travail.

SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES dénonce la mise en œuvre du projet de réforme des retraites et la remise en cause des services publics, nous dénonçons aussi la géographie revisitée qui concentre à elle seule trois crises majeures : sociale, environnementale et territoriale.

Tout ce qui faisait de nous une administration d'État reconnue a peu à peu été souillé par des intérêts qui vont de plus en plus à l'encontre de l'intérêt général.

Depuis la publication des cartographies « dévastées », nous ne voyons pas de concertation ouverte.

La décision de déstructurer le réseau à la DGFiP, au nom de l'exemplarité, consiste à faire à n'importe quel prix des économies, avec des coupes dans les effectifs jamais égalées sur le plan triennal, à diviser par 4 le nombre d'implantations, à limiter l'accueil au public aux contacts dématérialisés, au zéro cash et à abattre notre statut.

La DGFiP poursuit son démantèlement en fermant 1100 trésoreries sur 2000 encore existantes.

Des Services de Gestion Comptables (SGC) concentrés et des Conseillers aux Décideurs Locaux (CDL) isolés ne parviendront pas à remplacer les services rendus par les trésoreries disparues.

Les Services de Gestion Comptable vont devenir des usines à opérations comptables, concentrées sur un nombre très réduit de pôles départementaux, les CDL des VRP, des services « facturés » très concentrés etc.

Avec la fusion de nombreux services tels les SIP, les SIE, les SPFE, la DGFiP procède à une rétractation sans précédent de son réseau, taylorise les missions par fonction support : contrôle, recouvrement, dépense, gestion comptable, conseil comptable... la prise en charge globale d'une mission cède la place au travail massifié et segmenté. Le contrôle fiscal asséché et désossé est au cœur du métier des missions essentielles, tout ça pour supprimer des structures qui iront jusqu'à la privatisation.

Pour les agents, ces nouvelles organisations de travail dues aux restructurations et aux réformes , mobilité forcée et rupture conventionnelle etc... sont égales à dépression, stress, harcèlement, TMS, fatigue et apathie... et ne feront qu'aggraver les conditions de vie au travail des agents.

Solidaires Finances Publiques ne manquera pas de rappeler autant de fois que nécessaire afin de porter à la lumière, la détresse psychique et physique des personnels de la DGFIP.

Localement, les annonces des suppressions de postes (non pas seulement 9 suppressions pour 2020 mais 9 suppressions de plus dans le département, soit 29 pour 2019/2020) font craindre le pire pour nos missions.

Les annonces des fermetures des trésoreries sur notre département sont autant de camouflets envers des élus qui se positionnent clairement contre ce plan de restructuration .

Comme vous aimez à le rappeler dans votre phase de « concertation », votre porte est ouverte mais les postes fermeront les uns après les autres .

On nous apprend que « les antennes SIP d'Orthez et SIE d'Oloron » verraient le jour au 1<sup>er</sup> janvier 2021. En d'autres termes, les disparitions du SIE d'Oloron et du SIP d'Orthez semblent d'ores et déjà programmées. Et rapidement les centres d'Oloron et d'Orthez seront-ils supprimés eux aussi ?

Dans ces conditions de stress, de travail sans cesse dégradé, de mal être des agents, le CHS-CT va vraiment avoir de quoi faire. Mais pourra t-il apporter des réponses, dès lors que cette instance est elle-même menacée de disparition ?

Les agents des finances publiques du 64 sont véritablement méprisés par une direction absente et des restructurations qui nient l'humain.

Solidaires Finances Publiques 64 dénoncera toujours ces régressions et s'opposera encore et toujours à la dégradation de nos conditions de travail.